

ETRE BELGE EN 2016

Le pays a retrouvé des couleurs, cette année. Les drapeaux n'ont jamais été autant sortis, entre le deuil national d'après-attentats, la mobilisation derrière les Diables, le triomphe de nos humoristes en France et l'engouement pour les athlètes médaillés aux Jeux de Rio. Mais son identité est plus évanescence que jamais. Au point de se poser, légitimement, la question : que signifie précisément être Belge aujourd'hui ?

PAR OLIVIER MOUTON

Que signifie encore être Belge en 2016 ? Certainement un sentiment étrange, paradoxal, celui de vivre dans un pays en constante mutation. Au potentiel énorme, mais à la fierté absente. Et dont le sport reste la métaphore. Les couleurs nationales ont fleuri, partout dans le pays, au début de l'été et de l'Euro de foot, en France. Après l'élimination en quarts de finale et le licenciement de Marc Wilmots, seuls quelques drapeaux usés ont continué à pendre aux fenêtres. Oubliés, sans doute. Comme si nous nous étions retrouvés trop beaux, par erreur. La désillusion était grande. L'histoire d'amour entre les Diables Rouges et leurs supporters devra être revivifiée pour la campagne de qualification pour la Coupe du monde 2018 en Russie, qui démarre ce 6 septembre, à Chypre.

Entre-temps, la flamme noir, jaune, rouge s'est rapidement ravivée. Il a suffi de quelques médailles aux Jeux olympiques, en août, pour célébrer à nouveau le pays, et se réjouir d'en

faire partie, à travers ses sportifs se hissant sur les podiums. C'est une évidence : la Belgique ne vit que dans la victoire. Comme si les identités nationales étaient devenues de simples objets de marketing.

Ou des recours. Les centaines de Britanniques ayant entamé cet été, après la victoire du Brexit, des démarches à Bruxelles, Ixelles, Uccle, Saint-Josse, etc., pour obtenir la naturalisation, le démontrent : on peut (vouloir) être citoyen de Belgique uniquement par pragmatisme, pour protéger un statut (fonctionnaire européen, dans ce cas), pour conserver un boulot. Durant l'Euro de football, ils ont probablement soutenu l'Angleterre, brandissant donc l'Union Jack. S'ils obtiennent la nationalité belge, agiteront-ils le drapeau belge dans deux ans, à la Coupe du monde ?

La carte d'identité ne serait-elle dès lors plus, chez nous, qu'un simple document ? Une sorte de visa pour quelque chose de chaque fois différent, en fonction de chacun ?

Difficile, donc, de savoir ce qu'être Belge veut dire, aujourd'hui. D'autant que le pays est fragilisé, meurtri par le terrorisme, angoissé par la récurrence de la menace, polarisé sur la question du métissage, déchiré sur l'islam, peu rassuré par ses institutions, conscient qu'une nouvelle réforme de l'Etat, donc un nouveau démembrement, est en gestation. D'autant aussi que, depuis les attentats de Paris, la nationalité belge n'est pas toujours la plus prisée à l'étranger.

Bref, voilà un pays en chantier permanent et au sein duquel les identités sont plus évanescences que jamais.

« Un patriotisme festif »

L'année passée, Grégory Sterck était encore étudiant à l'ULB. Diplômé en sciences politiques, spécialisé en questions européennes, il a contribué à une enquête sur les Diables Rouges, publiée dans un livre sur les supporters des équipes nationales. Ce jeune homme de 26 ans aime la Belgique, ouvertement, et participe à ce nouveau courant patriote perceptible dans les auditoriums francophones. « En Belgique, il n'y a pas de sentiment nationaliste en tant que tel, explique-t-il. Si une forme de patriotisme s'est exprimée durant l'Euro, ce fut avant tout

une manifestation éphémère et festive. C'est un phénomène nouveau pour ma génération : j'ai vécu les Coupes du monde 1998 et 2002 ou la domination de Justine Henin et Kim Clijsters sur le tennis mondial féminin, mais il n'y avait rien de tel. Aujourd'hui, on n'hésite pas à montrer le drapeau et à chanter *La Brabançonne*. Un peu comme au carnaval, quand on sort les masques et les beaux costumes... »

Pour lui, qui n'a pas encore d'emploi et qui ne bradera pas sa liberté, le regroupement festif derrière une bannière sportive est un substitut collectif à l'absence de succès professionnel, un contrepoids massif à l'individualisme forcené. « Les jeunes ont envie de se distraire pour échapper au marasme économique et politique, enchaîne Grégory Sterck. Ils se retrouvent de moins en moins dans le système actuel, même au niveau européen. Ils perdent pied et veulent plonger dans des événements qui les sortent de leur monotonie. »

Pourquoi cet amour soudain pour la Belgique ? Le documentaire *Bye Bye Belgium*, diffusé par la RTBF en décembre 2006, et la plus longue crise politique jamais vécue par notre pays, ces fameux 541 jours de blocage institutionnel entre 2010 et 2011, ont marqué cette génération francophone au fer blanc. « Nous avons eu le sentiment qu'il était temps de nous sentir Belges, prolonge-t-il. Nos parents étaient persuadés que ce pays persisterait malgré les crises. Là, pour la première fois, le risque d'une scission a été pris au sérieux. En même

temps, la situation était ridicule parce que l'absence de gouvernement ne changeait rien à rien. La réaction s'est d'ailleurs exprimée dans l'autodérision, comme l'organisation d'une

révolution de la frite au paroxysme de la crise. »

Être « fier » d'être Belge n'aurait guère davantage de sens. « Pour moi, cela signifie supporter nos sportifs et se féliciter de leurs performances, c'est tout, expose Grégory Sterck. Mais aussi s'intéresser à notre patrimoine culturel, montrer aux autres ce que l'on est capable de faire. Beaucoup de Français ont tendance à rire quand on leur parle de culture belge. Pour eux, elle n'existe pas. Rien n'est moins vrai. Mais être Belge, c'est indéfinissable. C'est être conscient de la complexité de notre pays et éprouver la difficulté d'exprimer avec précision ce que nous sommes... »

La « belgitude » revisitée

Il fut pourtant un temps où l'on revendiquait ce sentiment d'appartenir à une forme de culture métissée et surréaliste, par un terme devenu un slogan à la connotation nostalgique : la « belgitude ». L'écrivain Pierre Mertens se souvient, du haut de ses 76 ans, qu'il fut le père de ce « label », avec le sociologue Claude Javeau. « On en a fait un concept très sérieux alors que c'était le fruit d'une discussion amusante, en fin de soirée, dans un état d'euphorie avancée », sourit-il. La « belgitude » est inspirée du concept de « négritude » inventé par Léopold Sédar Senghor, feu le poète, écrivain et président sénégalais, pour décrire les valeurs communes à l'ensemble des peuples d'Afrique. Il évoque le rejet d'une assimilation culturelle. Dans le cas belge, il se distancie de notre voisin français.

« Pour les générations d'intellectuels qui nous précédaient, raconte Pierre Mertens, il fallait toujours s'exiler pour réussir, que ce soit à Paris, Amsterdam ou New York. Notre génération, née de la guerre, n'a plus eu cette préoccupation : on pouvait très bien grandir en restant ici. Celui que je considère comme le plus grand cinéaste belge, André Delvaux, a fait une carrière internationale en revendiquant son identité. Il a longtemps dit : "Un oiseau chante mieux dans son arbre." C'est vrai. Moi aussi, j'ai eu l'occasion

d'aller en France, mais je craignais la vie parisienne, la guerre des clans, le côté jacobin... Je revendiquais ma différence. »

La belgitude, résume l'écrivain, c'est la recherche d'une spécificité belge qui passe par l'amour du fantastique, l'autodérision et l'ouverture au monde. « J'applaudissais à notre métissage, à l'occasion de nous frotter à l'autre, ce qui est toujours enrichissant. Le « small is

beautiful » me donne la nausée, je refuse les replis identitaires. Il y a des gens pour qui on n'est jamais assez renfermé sur soi-même ; je trouve ça horrible, il faut ouvrir l'horizon. La chance que nous avons d'être Belges, c'est que nous sommes condamnés à être Européens, nous portons en nous la spécificité de cette Union. Ce n'est pas comme les Anglais : le Brexit est une catastrophe et la jeunesse, là-bas, payera longtemps ce désir de grandeur. »

Avec le recul, toutefois, l'auteur des *Eblouissements* regrette que cette belgitude ait construit notre identité de façon absurde. « Nous savons rire de nous-mêmes, c'est positif, mais nous avons abusé de l'autodérision. C'est un pays qui ne s'est pas assez aimé. Qui a le syndrome de Stockholm et qui aime bien être flagellé. Le Belgium bashing, nous l'avons sécrété au fond de nous. »

L'homme, profondément laïque et universaliste, mène aussi un combat contre ce nationalisme flamand arrivé au pouvoir fédéral, en force, avec la N-VA. Il a même été traîné devant les tribunaux après avoir qualifié Bart De Wever de « négationniste », en 2007, un procès qui s'est achevé par un non-lieu. « Ce nationalisme, c'est la maladie dont nous souffrons, proclame l'écrivain. J'aurais aimé que mon procès aille jusqu'au bout, pour que l'on crève l'abcès. Depuis 1945, la N-VA est ce qui nous est arrivé de pire. Je condamne ceux qui l'ont fait rentrer au gouvernement, qui lui ont ouvert la porte avec allégerance.

Kafka disait : « Lorsque tu as laissé le diable entrer une seule fois sous ton toit, il n'a même plus à te demander de lui faire confiance. » Le plus grand espoir que j'ai, c'est que les Flamands se réveillent pour dire que cet homme (Bart De Wever, donc)

les mène à leur perte. »

« Le diagnostic vital engagé »

Ecrivain et historien, jeune quadragénaire, Gilles Dal écrit, lui, avec humour et autodérision sur la Belgique. Il vient de revisiter l'histoire du pays entre 1830 et 2030 dans un livre intitulé *Belgium et cetera...*, illustré par des dessinateurs de presse, dont Nicolas Vadot, fleuron du Vif/L'Express (1). Il fait partie de ceux qui ne se font guère d'illusions sur ce que nous sommes : « Etre Belge en 2016 ? Cette question ne concerne plus qu'un dernier carré de belgicains. On se targue de la belgitude avec une série de clichés, dont le sur-réalisme ou l'autodérision. Mais dans la vie de tous les jours, nous ne sommes pas plus fantaisistes que d'autres. Le Gloupier ou Poelvoorde ne sont que des exceptions... Il y a chez nous ce côté un peu désespéré. Même le discours du roi, le 21 juillet, est tristounet, on se sent mal pour lui. La fête nationale, cette année, c'était le prince Laurent qui envoie des sms en plein défilé militaire ou la princesse Astrid qui ne vient pas parce qu'elle s'est disputée avec son frère. Ailleurs, on s'en indignerait. Chez nous, on s'en fout. Ça fait

partie de notre charme un peu pathétique. »

Comme des menaces planant sur la survie de la Belgique. « Nous sommes tout le contraire de la culture jacobine française. Nous avons conscience que toutes les nations finissent par périr un jour ou l'autre. En France, on considère comme une insulte le fait d'évoquer une telle disparition. Chez nous, on s'en fiche. » Selon Gilles Dal, les Belges sont pareils à « ces malades dont le diagnostic vital est engagé, mais qui en réchappent à chaque fois : après dix fois, on se sent comme éternel. On s'habitue. Je me souviens qu'en 1999, on annonçait déjà que nous n'en aurions plus que pour deux ou trois années à vivre à cause des désirs d'indépendance de la Flandre. Mais en réalité, c'est depuis sa naissance en 1830 que l'on parle de la fin de ce pays. Il n'y a pas de mythe fondateur. Notre seule cause commune fut en réalité de ne pas nous faire envahir. Les rois eux-mêmes disaient que ce pays était une création artificielle.

Paradoxalement, être conscient de cette fragilité nous donne sans doute un truc en plus. » Ces paradoxes, toujours...

Le « nationalisme banal »

Cette fragilité nationale plaît bien entendu au Mouvement flamand dont l'aspiration reste de couper le cordon ombilical avec la Belgique. « Pour le Flamand moyen, être Belge, ça se résume au "nationalisme banal", décrit en 1995 par le professeur Michael Billig, souligne Bart Maddens, politologue à la KUL et l'un des penseurs inspirant les nationalistes. C'est une identification qui se fait à un niveau inconscient, dans des expressions quotidiennes. Ce sont ces drapeaux usés qu'on aperçoit çà et là, le fait qu'on se déclare Belge quand on va à l'étranger, la météo à la télévision qui se limite au territoire belge, les timbres-poste, la carte d'identité... Tout ça est loin de la forme radicale et politique à laquelle on songe généralement en parlant de nationalisme. Ce "nationalisme banal" peut être activé à certains moments, comme lors des matchs des Diables Rouges. Mais en Flandre, il faut de plus en plus de moyens pour l'activer. »

Le sentiment d'être Belge continue à dominer celui d'être Flamand dans les enquêtes d'opinion « mais ça ne se traduit pas dans une attitude politique ou électorale, insiste Bart Maddens. Les nationalistes flamands votent pour la N-VA ou le Vlaams Belang, les autres ne votent pas en fonction du caractère belge d'un parti. C'est le cas en Catalogne, où les nationalistes espagnols votent pour le PP ou Ciudadanos. Il y a une vraie bipolarisation sur la question communautaire. Chez nous, tout le monde sait que la N-VA est un parti séparatiste, mais ça n'effraie pas. C'est lié à cette indifférence identitaire, au manque de fierté à l'égard de la Belgique. La raison pour laquelle la N-VA est devenue le premier parti, ce n'est pas tellement parce qu'il y a une volonté de l'électorat d'avoir une Flandre indépendante, mais une autorité publique plus efficace, des charges fiscales moins lourdes... »

Aussi le politologue ne croit-il pas à une nouvelle grande ré-

forme de l'Etat au lendemain des élections de 2019. « Nous sommes dans une situation assez rare. Plus personne ne parle du modèle belge, ni dans les médias, ni dans l'opinion publique. Tout le monde est convaincu qu'il y a des dysfonctionnements, que la Belgique ne fonctionne pas de façon optimale. Il y a des expressions en faveur du confédéralisme, de la refédéralisation de certaines matières, du régionalisme... Mais tout le monde est conscient que ce sera très difficile d'améliorer les choses via une nouvelle réforme de l'Etat. Ce sera une tâche herculéenne. La N-VA n'est pas claire non plus à ce sujet. Elle sait qu'il n'y a pas de majorité pour le confédéralisme. Ce n'était pas le cas en 2014, ce ne le sera pas non plus en 2019 au vu des sondages. Elle se retrouvera dans le même dilemme: si elle

exige le confédéralisme, elle risque d'être mise de côté. Je n'investirais pas mon argent sur une grande réforme de l'Etat négociée simultanément à la formation du gouvernement. A la limite, on créera peut-être une instance de réflexion comme le centre Harmel dans les années 1950. » Pour encommissionner le débat.

PHOTO NEWS

Une « multi-identité très moderne »

Auteur d'une récente *Histoire de la Belgique* (éd. Perrin), Patrick Weber est probablement l'un des derniers Belgicains, déterminé à démontrer que notre identité a de profondes racines historiques. Un enfant d'Henri Pirenne, en somme, qui a construit une mythologie belge, avant que les régionalismes ne prennent le dessus. « Personnellement, ce qui m'inquiète, c'est que ceux qui sont actuellement aux commandes n'ont pas intérêt à ce que la Belgique fonctionne, regrette-t-il. Ce pays, c'est Kafka. Nous sommes dans une situation compliquée dont, personnellement, je ne vois pas l'issue. Quelque chose a montré ses limites, l'illusion a vécu d'un système complexe qui peut servir de modèle

→ au reste du monde. Le fédéralisme de coopération est devenu un fédéralisme de confrontation, où plus personne ne sait qui est responsable de quoi... C'est un pays où l'on critique désormais la qualité des services au regard des impôts que l'on paie. »

Ce constat posé, il ajoute : « D'autres pays, qui n'ont pas de problèmes institutionnels, sont confrontés aux mêmes problématiques. Et la Belgique s'est tirée d'autres embûches. Pourquoi n'y arriverait-elle pas encore cette fois-ci ? Je constate en outre qu'il y a une réaction d'orgueil. Le Belgium bashing a agacé la population qui veut que l'on arrête de montrer son pays du doigt. » Etrange Belgique qui souffle le chaud et le froid. « Finalement, être Belge, c'est un melting-pot assez réjouissant, estime Patrick Weber. C'est sans doute le seul pays au monde où, quand on revendique son identité nationale, on n'est pas nationaliste. Quand on leur donne la possibilité d'exprimer cela dans une fête, les Belges le font. Mais sans le chauvinisme tonitruant des Français. »

Au fond, résume Vincent Laborderie, politologue (français) à l'UCL et spécialiste des Etats en voie de déchirement, être Belge en 2016, c'est avoir une « multi-identité » : belge ; flamande, wallonne ou bruxelloise ; liégeoise, molenbeekoise ou anversoise ; européenne... « C'est un concept davantage moderne que celui de l'Etat-nation, né dans le contexte spécifique de la Révolution française et du Printemps des peuples, plaide-t-il. Aujourd'hui, les nations se dissolvent dans autre chose. Par le haut dans l'Europe et par le bas dans les Régions. »

La Belgique serait un laboratoire pour l'Europe. « La manière dont ce pays voit l'identité est clairement en avance sur son temps. Des pays comme la France ou l'Angleterre sont plusieurs décennies en retard. Il n'y a pas de nationalisme belge, c'est

vrai, mais ce n'est pas foncièrement un problème. »

Et les dysfonctionnements dans la gestion publique ? Ce serait le prix à payer de ce flou identitaire. « A partir de cette multi-identité, on a développé de multiples niveaux de pouvoir sans hiérarchie de normes. Le cas le plus emblématique, c'est le cas de Bruxelles dont on a figé les frontières sans prendre en compte l'évolution de la ville. Cette absence d'identité claire fait aussi qu'en Belgique, si on n'a pas envie de s'intégrer, à la limite, on ne le fait pas. »

Fascinante réalité, donc : un pays qui ne sait pas combien de temps il le restera, peuplé de citoyens qui ne savent plus trop ce que signifie encore d'en porter la nationalité. Mais qui en déploient le drapeau, galvanisés, au moindre succès sportif.

On ne serait Belge, en 2016, que dans un stade ou devant sa télévision. ♦

PLUS BELGE QU'AVANT...

Plusieurs enquêtes montrent que l'attachement des citoyens à leur pays – la Belgique – a tendance à croître. Mais il s'accompagne d'autres allégeances à la Flandre, à la Wallonie ou à Bruxelles.

PAR OLIVIER MOUTON

Oui, le Belge continue à se sentir Belge. Davantage au fil du temps, même. Un constat étonnant. Mais la tendance des enquêtes d'opinion successives menées par l'UCL depuis 1979 témoigne de cet attachement patriotique, vraisemblablement renforcé par les crises institutionnelles à répétition. La dernière livraison, en 2015, était révélatrice de l'évolution de ces vingt dernières années. En Flandre, surtout. En 2014, 50 % des Flamands

Côté francophone, le sentiment d'attachement à la Belgique avoisine les 65 %, selon une étude de 2015.

s'identifiaient avant tout à la Belgique, une progression de 5 % par rapport à l'enquête de 1991. D'autres données corroborent ce sursaut : 23 % des Flamands se sentent uniquement Belges, un doublement par rapport à l'étude réalisée en 2010 par la KUL après les élections fédérales, tandis que la proportion de Flamands se sentant davantage Flamands que Belges baissait dans le même temps de façon significative, de 27 à 18 %.

L'enquête KUL montrait que tous les électeurs N-VA ne sont pas séparatistes ; 63 % veulent une plus grande responsabilisation des entités fédérées ; seuls 17 % rêvent d'une indépendance de la Flandre. Étonnant : 10 % des votants N-VA prônent même un retour à la Belgique unitaire. À l'issue des élections de 2014, la KUL renouvelle son enquête qui démontre que les nationalistes ont volé des électeurs au Vlaams Belang, bien sûr, mais aussi au CD&V et à l'Open VLD, dans une volatilité électorale jamais vue dans notre histoire. La même enquête

montre que les opinions publiques ne sont pas si différentes en Flandre et en Wallonie. Au postulat « la Flandre doit devenir indépendante », 21,4 % des personnes interrogées répondent par l'affirmative en Flandre – un taux en légère augmentation, donc – contre 10,6 % au sud. Un fossé, oui, mais pas de séparation annoncée.

Du côté francophone, selon l'étude UCL 2015, le sentiment d'attachement à la Belgique avoisinait les 65 %, proportion ayant atteint 75 % lors de la longue crise politique de 2010-2011 ; sur 37 % des Wallons se déclarant « uniquement Belges », 12 % se sentent davantage Wallons que Belges.

La volte-face des députés

Depuis la première réforme de l'Etat, en 1970, les hommes politiques ont fait de la Belgique un chantier permanent, parfois imposé à leurs électeurs. Une enquête, réalisée par les politologues Dave Sinardet (VUB), Min Reuchamps (UCL) et Jérémy Dodeigne (UCL), révélait début 2016 que les parlementaires de nombreux partis envisagent désormais une refédéralisation de certaines matières. « La sixième réforme de l'Etat, conclue en octobre 2011, semble avoir rassasié les parlementaires, à l'exception du Vlaams Belang, de la N-VA et du CD&V », écrivent les auteurs.

Un précédent exercice, en 2011, avait démontré que tous les partis, sans exception, aspiraient à une autonomie plus grande pour les entités fédérées. Désormais, la plupart des partis francophones souhaitent une évolution inverse. De toutes les formations, c'est le MR qui est en pointe à ce sujet. Le PS dépasse tout juste la moyenne. Seul DéFI est écartelé. En Flandre, Groen et le SP.A sont de loin les plus « belges », mais l'Open VLD est passé lui aussi dans ce camp. Une volte-face réelle pour un parti qui se disait encore « confédéraliste » il y a trois ans. ♦

« NOUS SOMMES ENTRES DE PLAIN-PIED DANS LA POST-BELGIQUE »

Jean Quatremer, correspondant de *Libération* à Bruxelles, ne ménage pas notre pays. Pour lui, la Belgique ne fonctionne plus, il n'y a plus de Belges et les flamingants ont gagné la partie.

PAR OLIVIER MOUTON

Il est le poil à gratter que l'on salue ou que l'on conspue. Jean Quatremer, correspondant du quotidien français *Libération* au cœur de la capitale de l'Europe depuis vingt-cinq ans, ne cesse d'éreinter la Belgique. Il a dénoncé la saleté de Bruxelles, la ville immobile où les tunnels s'effondrent, l'Etat défaillant. « Depuis une dizaine d'années, le fossé se creuse entre les citoyens et la classe politico-médiatique, lance-t-il. Les gens ont une conscience assez grande du fait que le pays est en crise, qu'il est profondément dysfonctionnel. »

Quand on demande à ce « regard » extérieur ce qu'est, selon lui, être Belge en 2016, il ne peut dès lors s'empêcher de pouffer. « Franchement, je ne vois pas ce que ce pourrait être. Il y a bien une expression de chauvinisme quand les Diables Rouges gagnent un match. Mais pour le reste, il me semble évident que les flamingants ont gagné la partie. La Belgique, en tant qu'entité culturelle et politique, ne fonctionne plus. La Wallonie et la Flandre sont deux démocraties qui s'ignorent complètement, avec pour seul point de rencontre un gouvernement fédéral qui a tendance à s'amenuiser. Nous sommes entrés de plain-pied dans l'ère de la post-Belgique. »

S'il avoue ne pas parler néerlandais, et si tout l'éloigne du discours des nationalistes flamands, Jean Quatremer n'en assène pas moins des réalités qui font mal pour le sud du pays. « L'effondrement et l'éclatement annoncé du pays ne sont pas que le fait des Flamands. Les francophones sont responsables de la situation actuelle. Dès

lors que les socialistes francophones ne sont plus au pouvoir fédéral, cela les détache de la fédération, on le sent. Et plus la Wallonie se gauchisera, plus le pays ira vers l'explosion. Il y a une fuite en avant francophone effrayante à se jeter dans les bras des syndicats, du PS, du PTB. Voter pour des staliniens, en 2016, il faut être marteau ! S'il y avait une conscience nationale belge, elle devrait se manifester par un vote MR. » Une façon de dire que le choix posé par le Premier ministre, Charles Michel, est une façon de donner un avenir au pays. Fût-ce à court terme.

« Un déni fascinant »

Ce qui « fascine » en Belgique francophone le correspondant de *Libé*, c'est le déni, le refus de voir ce qui ne va pas. Là encore, il n'hésite pas à jouer la carte de la provocation : « Quand tu vas à Molenbeek, tu as un choc culturel et physique. On me rétorque qu'en France, nous avons les banlieues. C'est vrai, mais ici, c'est au centre de la capitale. A deux cent mètres de la Grand-Place, tu es en Arabie saoudite. Il y a un truc qui ne va pas. Jamais je n'ai vu autant de femmes voilées dans d'autres villes européennes. Il a fallu que ça pète dans le métro pour qu'on puisse enfin le dire. Avant, si tu osais en parler, on te rétorquait tout de suite que tu n'aimais pas la Belgique. » Un autre exemple ? Le voici servi tout chaud, tout frais : « Quand tous les Rwandais sont arrivés ici après le génocide, dans les années 1990, on ne s'est même pas demandé comment on allait les intégrer, si l'extrême

« A deux cent mètres de la Grand-Place de Bruxelles, tu es en Arabie saoudite »

violence vécue là-bas ne les amènerait pas à se comporter de la même façon ici. Tout le monde se foutait de savoir s'il fallait ou non des structures d'accueil... »

Les Belges n'auraient plus de capacité d'indignation face

aux dérives du système institutionnel. Anesthésiés par tant d'années de déliquescence programmée. « La justice belge s'effondre sous nos yeux, appuie Quatremer. Votre pays est en queue de classement de l'OCDE en ce qui concerne les investissements. Ça devrait faire la une des journaux tous les jours ! Mais non... Et je mets ma main à couper que lors de la prochaine réforme de l'Etat, on parlera de la régionalisation de la justice, y compris de son budget. Mais enfin, francophones, réveillez-vous ! »

Le journaliste se réfère à la célèbre interview d'Yves Leterme qu'il avait réalisée durant l'été 2006, dans laquelle le futur Premier ministre d'alors avait affirmé que les francophones n'étaient pas « en état intellectuel d'apprendre le néerlandais ». « Il m'avait dit qu'il ne restait, comme ciment de la Belgique, que le roi, l'équipe de foot, les bières et l'armée. Aujourd'hui, l'armée est flamande ! Les grands perdants de la Belgique actuelle, ce sont les francophones et ils ne veulent surtout pas s'en rendre compte. Il y a vraiment une pression sociale pour que l'on mette le couvercle sur les problèmes. Notre métier à nous, journalistes, c'est de dénoncer le fait que la Belgique d'aujourd'hui, c'est la Flandre ! »

« Il existe de vrais dangers »

Notre pays est-il condamné à s'effondrer en silence ? « Depuis que la N-VA est au pouvoir, elle dit des choses monstrueuses, mais c'est une sacrée rupture par rapport à la période où les socialistes tenaient des propos anesthésiants, analyse Jean Quatremer. La période Di Rupo restera un grand moment de l'histoire belge : "tout va bien, puisqu'on vous le dit" ... »

Le nouveau PS en construction, qui opte pour une régionalisation responsable ? « La Wallonie commence enfin à se dire qu'elle doit construire elle-même. Le ministre-président, Paul Magnette, semble déterminé à le faire, mais il est grand temps. A force de tout attendre de l'Etat fédéral, la Wallonie est en train de mourir. Or, la Flandre ne s'en préoccupe pas, De Wever l'a dit clairement. On peut penser ce que l'on veut de ce type,

mais il est d'une honnêteté absolue... »

De quoi être optimiste ? Pas vraiment. Pour clôturer son tour d'horizon décapant, Jean Quatremer met en garde : « Heureusement, la Belgique n'est pas un pays violent. Et qui n'est pas dans une situation où les extrémistes peuvent prendre le pouvoir. Mais je ne parierais pas sur le fait que ça dure éternellement. Les peuples changent vite. Et il existe chez vous de vrais dangers avec la ghettoïsation, la fragmentation en communautés. » ♦